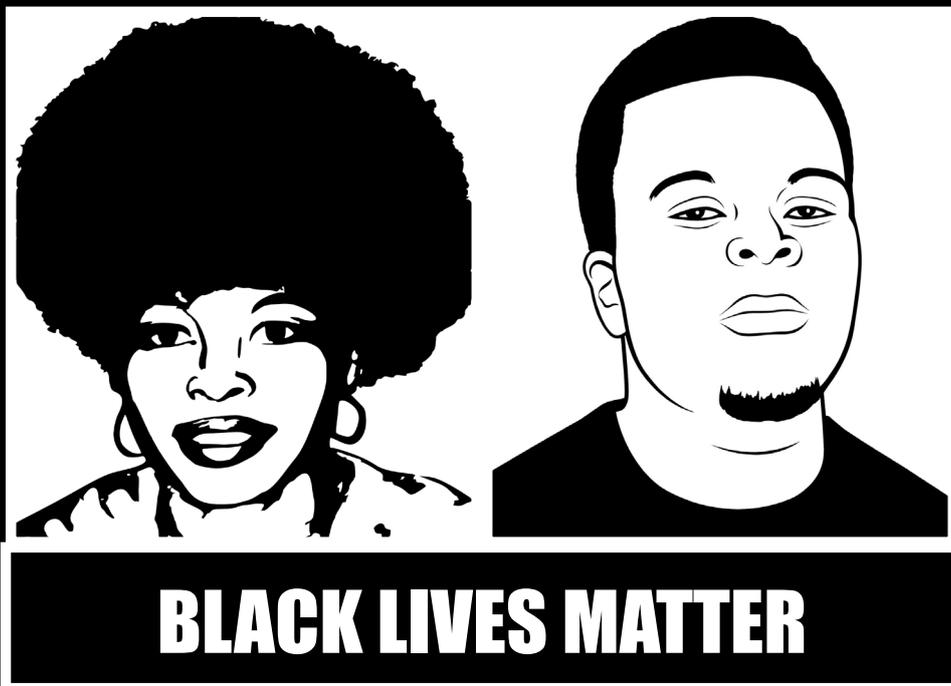


D'ASSATA SHAKUR À MICHAEL BROWN LE RACISME D'ÉTAT AMÉRICAIN PERSISTE

ANGELA DAVIS



Traduit par les Éditions Premiers Matins de Novembre

*Texte initialement paru sous le titre
« From Michael Brown to Assata Shakur, the racist state of America persists ».*

pmneditons@gmail.com



Ceux qui résistent sont traités comme des terroristes : cette année à Ferguson, dans les années 60 et 70 pour d'autres militants noir.es et moi-même.

Bien que la violence de l'État raciste ait été un problème récurrent dans l'histoire des descendants d'Africains en Amérique du Nord, elle est devenue particulièrement remarquable durant l'administration du premier président Africain-américain, dont l'élection avait pourtant été largement interprétée comme un signe annonciateur de l'avènement d'une nouvelle ère, une ère post-raciale.

La persistance pure et simple des meurtres de jeunes Noir.es par la police contredit l'hypothèse d'erreurs isolées. Trayvon Martin en Floride et Michael Brown à Ferguson, dans le Missouri, ne sont que les cas les plus largement connus parmi les innombrables Noir.es tué.es par la police ou par des milices de surveillance [*vigilantes*] durant l'administration Obama. Celles-ci représentent quant à elles un flot ininterrompu de violence raciste, à la fois officielle et extra-légale, des chasseurs d'esclaves et du Ku Klux Klan, aux pratiques de profilage racial et aux milices de surveillance actuelles.

Il y a plus de trente ans, Assata Shakur obtenait l'asile politique à Cuba, où elle vit, étudie et travaille depuis, comme un membre actif de la société. Au début des années 70, Assata fut accusée à tort et à de nombreuses reprises aux États-Unis et discréditée par les médias. Ces derniers la dépeignirent en des termes sexistes comme «la reine mère» de la *Black Liberation Army*, qui fut quant à elle décrite comme un groupe mû par un penchant insatiable pour la violence. Placée sur la liste des dix personnes les plus recherchées par le FBI, elle fut accusée de vol à main armée, de braquage de banque, d'enlèvement, de meurtre et de tentative de meurtre d'un policier.

Bien qu'elle ait dû faire face à dix procédures judiciaires distinctes et ait déjà été déclarée coupable par les médias, tous ses procès à une exception près – celui lié aux circonstances de son arrestation – se soldèrent par son acquittement, un désaccord du jury ou un non-lieu. Dans des circonstances très discutables, elle fut finalement reconnue coupable de complicité de meurtre d'un policier du New-Jersey.

Quatre décennies après le début de la première campagne dirigée contre elle, le FBI décida de la diaboliser de nouveau. L'année dernière, à l'occasion du 40^e anniversaire de la fusillade du Turnpike, une route à péage du New Jersey, au cours de laquelle l'officier Werner Forester fut tué, Assata fut solennellement ajoutée à la liste des dix terroristes le plus recherchés par le FBI. À beaucoup, ce geste du FBI a paru étrange et incompréhensible, conduisant à cette question évidente : quel est l'intérêt pour le FBI de désigner une femme noire de 66 ans, qui vit paisiblement à Cuba depuis plus de trente ans, comme une des plus dangereuses terroristes au monde, figurant sur cette liste aux côtés des gens dont les actions présumées ont provoqué les opérations militaires en Irak, en Afghanistan et en Syrie ?

Une partie, qui pourrait bien s'avérer déterminante, de la réponse à cette question peut être trouvée dans l'élargissement de la définition de «terreur», spatialement et temporellement. Après que le gouvernement d'apartheid sud-africain ait désigné Nelson Mandela et le Congrès National Africain comme «terroristes», le terme commença à être abondamment appliqué aux militants de la libération noire à la fin des années 60 et au début des années 70 aux États-Unis.

La rhétorique de la loi et de l'ordre du président Nixon conduisit à ce que des groupes tel que le *Black Panther Party* soient qualifiés de terroristes, tout comme je le fus moi-même. Mais ce ne fut que lorsque Georges W. Bush déclara une guerre globale contre le terrorisme, au lendemain du 11 septembre, que les terroristes devinrent la représentation de l'ennemi universel de la «démocratie» occidentale. Impliquer rétroactivement Assata Shakur dans un supposé complot terroriste contemporain signifie également associer ses héritiers et ceux qui s'identifient à la lutte ininterrompue contre le racisme et le capitalisme à cette «violence terroriste». En outre, l'anticommunisme historique dirigé contre Cuba, où Assata vit, a été dangereusement articulé avec l'antiterrorisme. Le cas des 5 Cubains en est un bon exemple¹.

Cette utilisation de la guerre contre le terrorisme comme large désignation du projet de la démocratie occidentale du 21^e siècle a servi de justification au racisme anti-musulman; a en outre légitimé l'occupation israélienne de la Palestine; a redéfini la répression des immigrés; et a indirectement conduit à la militarisation des départements de police locaux à travers tout le pays. Les départements de police, y compris sur les campus lycéens et universitaires, ont hérité des surplus militaires des guerres d'Irak et d'Afghanistan grâce au programme des biens excédentaires du ministère de la défense. Ainsi, en réponse au récent meurtre policier de Michael Brown, les manifestants défiant la violence et le racisme policiers ont été confrontés à des policiers vêtus d'uniformes de camouflage, équipés d'armes militaires et conduisant des véhicules blindés.

La réponse mondiale à l'assassinat par la police d'un adolescent noir dans une petite ville du Midwest reflète une conscience croissante de la persistance du racisme états-unien, à une époque où il est censé être en déclin. L'héritage d'Assata nous somme d'élargir et d'approfondir les luttes antiracistes. Dans son autobiographie republiée cette année, évoquant la tradition de lutte noire radicale, elle nous enjoint à «La poursuivre / La transmettre aux enfants / La transmettre. La poursuivre... / Jusqu'à la liberté!»

1. Antonio Guerrero, Fernando Gonzalez, Gerardo Hernandez, Ramon Labañino et René Gonzalez sont prisonniers politiques aux États-Unis. Ils sont souvent désignés comme les 5 Cubains. Incarcérés depuis 1998 par la justice américaine, ils ont été accusés d'espionnage après avoir infiltré des organisations cubano-américaines d'extrême-droite à Miami qui avaient commandité des attentats contre Cuba.